
GROUPES DE SCIAGE DE LONG DANS LE NORD DU HONDURAS: PROGRES ET PROBLEMES

Michael Richards

INTRODUCTION

Le Honduras possède l'un des taux de déboisement les plus élevés du monde: d'après l'USAID (1990) 150 000 ha sont défrichés annuellement, représentant un taux de 3%. Un million huit cent mille hectares de forêts de feuillus ont été défrichés de 1964 à 1986, ce qui a fait disparaître près de la moitié du couvert forestier du pays. D'après la même source, il s'agit là d'une entreprise hautement organisée, avec des incitations pour défrichement, données aux **campesinos** par les éleveurs de bétail.

L'aménagement des forêts naturelles par les collectivités villageoises est aujourd'hui considéré comme une des démarches les plus prometteuses associant la conservation aux objectifs de développement. Cette réaction intervient après des décennies de dégradation des ressources due à une gestion des forêts confiée aux concessionnaires exploitant le bois, ainsi qu'à des tentatives infructueuses de barrer l'accès aux forêts par des moyens d'action juridiques et en recourant à des gardes forestiers.

L'aménagement forestier villageois repose sur l'argument que si les collectivités vivant dans les forêts ou à leur lisière ne réussissent pas à trouver leurs moyens d'existence dans la forêt et, donc, à apprécier celle-ci à une valeur supérieure à d'autres utilisations, la ligne de démarcation de l'agriculture continuera de gagner sur le domaine forestier, là où il aura été ouvert. On peut aussi raisonnablement supposer que la protection de la forêt contre les empiétements est d'autant plus possible que ses utilisateurs vivent à l'intérieur de celle-ci ou à proximité.

Sur la base de ces arguments, et d'autres, une pléthore de projets ont vu le jour en Amérique latine au cours des dix dernières années. Un petit nombre de ceux-ci ont été documentés, comme le projet forestier **ejidos** dans le sud-est du Mexique (Richards, 1992) et le projet Palcazu au Pérou (Stocks et Hartschorn, 1992). Le présent exposé traite d'un projet dans lequel le Gouvernement hondurien s'efforce, avec l'assistance de l'Agence canadienne de développement international (CIDA), d'aider les communautés migrantes à recourir aux méthodes de sciage de long pour l'aménagement des forêts sur la base d'un rendement soutenu, dans des conditions matérielles, institutionnelles et politiques très délicates.

CONTEXTE PHYSIQUE ET SOCIAL

Le Projet de développement forestier des feuillus (PDBL) a pour site la côte nord du Honduras. L'aire du projet est dominée par deux chaînes de montagnes comportant des sommets de 2 400 m et des pentes abruptes vers l'océan. On y compte rien moins que 14 bassins versants importants, dont le plus vital est sans doute le bassin de la Cangrejal d'une superficie de 554 km², qui émerge à l'est de La Ceiba, et où vit la moitié de la population de la région, estimée à 340 000 habitants. Dans cette zone, la pluviosité moyenne atteint 2 600 mm, mais peut être de 4 000 mm dans les hauteurs; les pluies sont souvent accompagnées de vents forts durant les mois les plus humides (octobre à janvier), cette zone étant située à la convergence des vents anticycloniques du golfe du Mexique.

Le sol superficiel (20 à 60 cm) étant extrêmement sujet à l'érosion (lorsque déboisé), les zones urbaines du littoral à La Ceiba et à Tela sont extrêmement vulnérables aux inondations. Cette région a été dévastée par le cyclone Fifi en 1974, et de nombreux glissements de terrain, l'érosion du sol de surface et des inondations se produisent tous les ans, provoquant des engorgements, des dégâts aux infrastructures, une contamination de l'eau potable et des eaux de lavage, la destruction d'habitations, des pertes en bétail et parfois en vies humaines. Il ne fait aucun doute que s'il était évalué, le coût du déboisement justifierait de lourds investissements en faveur de la conservation forestière dans cette région.

Sur les 180 000 ha que couvrent les Aires d'aménagement intégré¹ (AMI) du PDBL, quelque 50 000 ha peuvent être classés forêts de production. Plus de la moitié de cet ensemble occupe des pentes supérieures à 30%, la plupart des coupes étant effectuées sur des pentes entre 50 et 60%, voire 75%, ce qui rend la mécanisation de ces opérations pratiquement impossible.

Il s'agit d'une région où la pression de la population est très forte et où le taux de croissance démographique atteint 3,2%. Une grande partie de la population s'est fixée dans cette région au cours des 20 dernières années, attirée entre autres par les projets d'établissement agricole du Gouvernement. La pression sur les forêts s'est accrue notablement ces dernières années en raison d'une paupérisation croissante et du manque de terres, ainsi que d'une immigration en provenance du Nicaragua, du Salvador et du Guatemala.

EVOLUTION DU PROJET

Les origines du projet remontent à 1976, quand la Compagnie hondurienne de développement forestier (COHDEFOR), à l'occasion d'une étude de diagnostic sur la région, a dénombré quelque 2 000 scieurs de long travaillant sans aucune forme d'organisation professionnelle, de contrôle ou d'appui. Ils travaillaient par équipes de deux, souvent pour des agents de concessionnaires forestiers. Le COHDEFOR en organisa environ la moitié en 23 groupes, et créa en 1978 une coopérative de vente, la COATLAHL, gérée par des représentants élus par les groupements. Bornée au petit marché local de La Ceiba, cette entreprise se révéla non rentable, et la plupart des groupements furent dissous.

Toutefois, au début des années 80, le COHDEFOR encouragea de nouveau la constitution de groupes de scieurs de long par le biais d'incitations non commerciales, dont des crédits pour l'outillage, une réduction de moitié des redevances d'exploitation par arbre, et l'autorisation de ne régler ces dernières qu'après la vente. Mais aucun titre de propriété foncière ne leur a été attribué, et cette situation n'avait pas évolué en 1993. Par contre, la politique du COHDEFOR a consisté à interdire les coupes de bois par des exploitants de l'extérieur dans les zones réservées aux groupements de la COATLAHL.

En 1982, la CIDA mit à l'essai certaines techniques de coupe forestière mécanisées, mais ces essais ne furent pas concluants en raison notamment du relief particulier de la région, de difficultés d'entretien et autres. Cette initiative du CIDA s'est maintenue vaille que vaille par le développement d'aspects institutionnels et pédagogiques jusqu'en 1988, année où a été mise en train une phase nouvelle du projet, privilégiant l'action et la participation.

¹ A chaque AMI correspond un bassin versant.

CADRE INSTITUTIONNEL, JURIDIQUE ET POLITIQUE

Le projet est géré par le COHDEFOR, avec l'assistance technique et financière du CIDA. Il est appuyé par des conventions passées avec le Ministère de l'agriculture (SRN) et l'Institut national de la réforme agraire (INA). Aux termes de la loi sur la foresterie de 1974, toutes les forêts et leurs produits appartenaient à l'Etat, même lorsque les terres où elles se trouvaient étaient propriétés privées, si bien que la redevance d'exploitation par arbre était systématiquement exigible. Cette loi fut amendée en 1992, de telle sorte que les arbres qui se trouvaient dans les propriétés privées n'étaient plus soumis à la redevance d'exploitation. Cette disposition ne s'applique cependant pas aux forêts de feuillus, considérées comme terre «nationale». Ainsi, toutes les coupes et extractions licites doivent être effectuées par l'intermédiaire du COHDEFOR, qui dispose également du droit exclusif d'exporter le bois débité, duquel il tire l'essentiel de ses revenus.

Les politiques de l'INA et les lois sur la réforme agraire (au moins jusqu'en 1989) ont facilité la conversion des forêts en terres de cultures céréalières et en pâturages. Par exemple, en défendant les intérêts des paysans organisés (**campesinos**) qui pénètrent dans les forêts, l'INA paraît encourager le défrichement, alors même que ces empiétements sont déclarés officiellement illicites. En outre, la loi sur la réforme agraire de 1974 encourage les grandes fermes d'élevage, en considérant ainsi comme «efficiente» une forme d'élevage concentrant tout au plus une ou deux têtes de bétail par hectare. Ces terres, à la différence des forêts, sont légalement protégées contre les «expropriations» des groupes organisés de **campesinos**.

Une grande proportion de la superficie consacrée à l'élevage se trouve sur les terres alluviales des vallées fluviales, ainsi que sur les terres précédemment boisées. Le statut presque sacro-saint des pâturages, s'opposant à un accès relativement libre aux ressources forestières, a contraint les **campesinos** à n'occuper que des sols forestiers marginaux. De 1974 à 1982, la superficie des pâturages s'est accrue de 90 000 ha, grâce à des crédits subventionnés, tandis que le couvert forestier diminuait (USAID, 1990). Ces politiques ont eu pour effet un déséquilibre flagrant dans la répartition des sols.

Le heurt institutionnel entre l'INA et le COHDEFOR, provoqué par les conflits évidents entre politique et utilisation des terres, a gravement retardé l'avancée du projet vers une sécurisation de la jouissance foncière pour les groupements de scieurs de long. En 1991, ces derniers ne possédaient toujours aucun acte officiel attestant leurs droits d'usufruit, pourtant accordés dans le cadre du «Système de foresterie sociale» du COHDEFOR².

Le COHDEFOR est entaché d'une image négative auprès de la plupart des observateurs. En effet, avec ses innombrables règlements et interdits, et ses redevances d'exploitation élevées, il fait figure d'agence de contrôle plutôt que d'aménagement des ressources. En 10 ans, l'administration du COHDEFOR a changé de mains à six reprises, avec des discontinuités évidentes de politique et de personnel. Le COHDEFOR souffre également de bureaucratisme, n'exerce pas un contrôle suffisant sur les extractions, et s'est montré incapable d'appliquer les lois forestières (USAID, 1990). Cependant, il convient de mentionner que le personnel du COHDEFOR délégué au PDBL apparaît, à l'auteur de ces lignes, motivé et compétent.

² Voir Utting (1993) pour une description et une analyse du «Système de foresterie sociale».

Le CIDA est parfaitement conscient qu'au Honduras la base institutionnelle, politique et juridique à un aménagement forestier durable est faible. Cette agence a donc concentré son énergie sur le renforcement institutionnel et à faire pression en faveur de changements politiques et juridiques, surtout en matière de droits d'utilisation des terres, en proposant notamment des incitations à la protection forestière et au reboisement.

AMENAGEMENT ET ADMINISTRATION DES FORETS

Dans la plupart des groupements, les scieurs de long préfèrent travailler par équipes de deux, dans le cadre d'un plan de gestion de groupement. Le PDBL est cependant très désireux de développer la gestion collective, comme il l'a fait avec le groupement de Palos de Agua (22 membres en 1991), qui planifie et exécute des opérations forestières sur une base collective, ce qui facilite l'attribution de crédits pour l'achat de mules, de scies et de treuils.

La zone forestière de chaque groupement est délimitée et un inventaire d'exploitation est effectué avec le concours du groupement. Dans le cas du groupement de Toncontin (102 membres), 2 900 ha de forêt de production ont été divisés en 30 blocs en fonction d'un cycle de coupes sélectives de 30 ans, ce qui représente un rapport d'un hectare par personne et par an. La possibilité annuelle autorisable à Toncontin est limitée aux arbres d'un diamètre supérieur à 50 cm.

Toutes les opérations sont manuelles, essentiellement du fait que le COHDEFOR a émis des réserves sur l'emploi de scies à chaîne dans la zone de feuillus. En règle générale, un couple de scieurs de long a besoin de trois ou quatre jours pour préparer un arbre à l'abattage. Ces préparatifs comprennent un défrichage du site et la construction d'une terrasse et d'un banc de sciage sur des pentes qui peuvent atteindre 70%. Le hissage des grumes sur ces bancs à l'aide cordes et de leviers peut prendre des semaines pour les gros arbres difficiles d'accès, même si plusieurs couples de scieurs associent leurs moyens dans ces opérations. Le PDBL a introduit des treuils chez au moins un groupement qui procède à des opérations forestières collectives.

En général, un couple de scieurs abat quatre à cinq arbres durant les six mois où les conditions météorologiques permettent l'extraction. Les planches et les blocs de 10 pieds de long pesant jusqu'à 75 kg sont alors amenés au dépôt du groupement à dos de mule, ou à dos d'homme par des adolescents, ce qui représente parfois une distance de 8 km. Les mules sont un avantage certain, car les frais de transport peuvent être très élevés : il compte pour 60% dans les coûts d'exploitation du groupement de Las Mangas.

Cette technique d'exploitation produit des déchets importants : la moyenne est d'à peine 180 pieds-planche par mètre cube environ (taux de conversion de 42%) en bois rond sur des essences relativement tendres comme le magnolia et l'acajou. Les coupes se font au-dessus des contreforts, les branches sont abandonnées et les arêtes de fût ne sont pas utilisées. De l'avis du CIDA, l'introduction de scies à chaîne pourrait considérablement réduire les déchets, mais les avis sont partagés quand aux conséquences de cette innovation pour l'environnement.

Les groupements constitués dans le cadre du projet PDBL ont reçu un certificat d'aménagement forestier "satisfaisant" de la part du programme d'homologation Smart Woods de la Rain Forest Alliance, en reconnaissance des méthodes d'extraction non destructives et de la participation des populations locales à l'aménagement de la forêt pluviale.

COMMERCIALISATION ET TRANSFORMATION

En 1990, la COATLAHL a reçu 2 200 m³ de sciages de la part de 13 des groupements (comptant 410 membres) qui exploitent environ 30 000 ha de forêt de production. La plupart des groupements dépendent principalement des ventes d'acajou qui, en 1990, ont représenté 58% du volume (64% de la valeur) des ventes de sciages de la COATLAHL. Les autres essences importantes sont, par ordre décroissant : le **redondo** (*Magnolia yoroconte*) (18%), le cèdre espagnol (*Cedrela odorata*) (11%); les essences secondaires (non traditionnelles) (13%) sont représentées par le **marapolan** (*Guaria longifolia*), le **sangre** (*Virola koschnyi*), le **varillo** (*Simphonia globulifera*), le **San Juans** (*Vochysia guatemalensis*, *V. guianensis* et *V. ferruginea*), le **jigua** (*Persaa* spp.) et le laurier (*Cordia alliadora* et *C. megalantha*).

La COATLAHL collecte les blocs et les planches auprès des groupements et leur paie les prix convenus. La COATLAHL a adopté une attitude très passive en matière de commercialisation : au lieu de transporter les blocs ou les planches débités au principal marché national de San Pedro Sula, distant de moins de 190 km par des routes praticables, il demande aux négociants et acheteurs de venir les chercher à son dépôt de La Ceiba.

En 1991, le groupement du Toncontin a obtenu de la COATLAHL 157 \$ le mètre cube pour son magnolia (sa principale vente), comparé à 200 \$ sur le marché de La Ceiba, et 265 \$ sur celui de San Pedro Sula, pour un frais de transport entre ces deux villes de 15\$ au mètre cube. Il est donc évident que les scieurs de long n'ont pas obtenu une juste rémunération de la part de la COATLAHL.

A leur mise en vente, les blocs ont souffert du séchage à l'air et de méthodes d'empilement défectueuses pendant l'entreposage (qui peut durer jusqu'à un mois) dans les parcs de la COATLAHL. Il s'ensuit l'apparition de bleuissement par mycose, notamment sur les bois tendres, d'attaques du charançon et des termites, en plus de nombreuses fissurations et craquelages sur tous les bois à l'exception de l'acajou et du cèdre.

La confiance était au plus bas en 1991, quand les stocks de bois s'empilaient en plein air faute de moyens suffisants de la COATLAHL pour les acquérir. Certains groupements membres de la coopérative décidèrent alors d'entreprendre eux mêmes la commercialisation des bois, mais les volumes de leur production étaient insuffisants pour justifier l'achat ou la location d'un camion et ils durent faire appel aux moyens de transport du projet. Le PDBL estima que cette demande était acceptable à ce stade précoce du développement.

A sa création, la COATLAHL avait l'intention d'accroître la valeur ajoutée des bois par une amélioration des planches sciées à la main et par des transformations secondaires. A cette fin, on installa une scie à ruban, qui n'a été que très peu employée. Reconnaisant les insuffisances administratives et techniques de la COATLAHL, le PDBL a détaché un collaborateur auprès de cette organisation.

Le groupe Toncontin a commencé à fournir en bois la société britannique Ecological Trading Company (ETC), notamment en diverses essences secondaires. C'est là, de toute évidence, un pas en avant important dans l'amélioration de la viabilité de l'aménagement forestier : au lieu de ne recevoir de la COATLAHL que 130 à 140 dollars par mètre cube de sciages d'essences secondaires, le groupement peut en escompter 400 \$ ou plus. Malgré l'apparente demande

soutenue pour le bois au niveau national, les prix locaux ont été déprimés en raison de problèmes de qualité et à cause de l'incapacité du COHDEFOR à réprimer la contrebande locale, laquelle échappe aux redevances forestières nationales relativement élevées.

CONSIDERATIONS ECONOMIQUES

Le volume annuel moyen des coupes sur les 2 millions d'hectares de forêts de feuillus se chiffre officiellement à quelque 40 000 m³ de bois rond, dont 25 000 m³ sont extraits par les scieurs de long. Mais le COHDEFOR a estimé que ce chiffre ne représentait peut être en fait guère plus de la moitié des extractions réelles. Le Tableau 1 présente un compte d'exploitation, commençant au prix de vente final, avec ventilation des frais estimés et du revenu net des scieurs de long du groupement de Toncontin.

Avec 7 500 pieds-planche par couple de scieurs, et donc 3 750 pieds-planche ou 8,82 m³ par scieur, et une répartition égale entre les trois essences/types indiqués dans le tableau, le revenu net ressort à 626 \$ par an. En supposant que ce revenu corresponde à 150 journées de travail, le revenu net par jour est de 4 \$. Ce chiffre peut paraître bas, mais le coût de la main-d'oeuvre est également bas au Honduras; les salaires agricoles, lorsqu'ils sont offerts, sont inférieurs à 1,50 \$, et il est douteux que le revenu net de l'agriculture dépasse 2 \$ par jour. Ces chiffres cachent une grande disparité dans les revenus nets individuels suivant l'éventail des essences travaillées et des facteurs tels que la distance par rapport à l'entrepôt et par rapport à La Ceiba (souvent beaucoup plus importante que dans cet exemple), l'expérience des scieurs et l'incidence des maladies et blessures. Il faut ajouter à cela que les coupes manuelles et le sciage de long sont des travaux éprouvants et dangereux; ces scieurs déclarent qu'ils préféreraient, si possible, que leurs enfants fassent un autre métier.

TABLEAU 1: VENTILATION DES REVENUS DU GROUPEMENT DE TONCONTIN POUR LES VENTES DE SCIAGES A LA COATLAHL (1991)

	\$ par mètre cube		
	Acajou	Magnolia	Essences secondaires
Prix de vente COATLAHL La Ceiba	241	200	134
COATLAHL frais administratifs/commerciaux ¹	48	48	48
Frais de transport à la COATLAHL La Ceiba	5	5	5
Chargement (frais de main d'oeuvre)	3	3	3
Redevance forestière (subventionnée à 50%)	26	18	9
Convoyage forêt/dépôt	32	32	32
Amortissement des équipements	5	5	5
Intérêt sur le capital	4	4	4
Frais divers	6	6	6
Total des coûts	129	121	112
Revenu net des scieurs de long	112	79	22

¹Comprend les droits d'adhésion versés par les scieurs individuels

Source: COATLAHL et membres individuels du groupement de Toncontin.
Calcul des intérêts et de l'amortissement par l'auteur.

Pendant les autres six mois de l'année, les scieurs de long pratiquent des cultures vivrières et cultivent de petits lopins de café et de cacao, mais les sols d'origine forestière perdent vite leur productivité et s'érodent rapidement, rendant ces activités précaires. Le projet reconnaît, par sa composante agroforestière, l'importance de l'amélioration de la base agricole. On peut dire que, de ce point de vue, le projet est une réussite, notamment s'agissant d'une plantation en taungya, dans laquelle la culture du maïs est associée à la création d'une plantation de teck.

TOUT CELA EST-IL DURABLE ?

Le relief escarpé des forêts du nord du Honduras fournit une protection à l'aménagement forestier viable des forêts naturelles en même temps qu'elle le rend difficile. En général, seule y est possible l'extraction manuelle, ce qui minimise les dégâts aux forêts et au sol forestier fragile. Toutefois, les difficultés physiques font inévitablement que les aires les plus accessibles sont exploitées les

premières. Les coûts d'extraction sont donc appelés à augmenter; reste à espérer que la valeur réelle des bois en fera de même. Les données d'inventaire font également apparaître que les niveaux actuels d'extraction d'essences comme l'acajou et le magnolia ne pourront être maintenus. A cet égard, il est indispensable de développer le marché des essences secondaires.

Les questions macro-économiques sont également d'une importance cruciale pour toute tentative de pérenniser cette foresterie. Des modifications de structure (depuis 1990), des problèmes de dette extérieure, un déficit fiscal, l'inflation et le chômage ont contribué à intensifier la pression sur les ressources forestières du Honduras.

Toutefois, les contraintes les plus graves sont peut-être l'incertitude quant au droit de jouissance des terres et des arbres, et le point d'interrogation institutionnel sur les moyens du COHDEFOR à soutenir un projet de cette nature. L'avenir de ce type de foresterie est aujourd'hui hypothéqué par la question d'une garantie sur la jouissance des terres en faveur des groupes de scieurs de long – garantie d'usufruit plutôt que de pleine propriété, de manière à éviter tout risque de spéculation foncière; cet avenir dépendra également d'un appui institutionnel³ qui soit moins soumis aux avatars politiques. Ce projet revêt sans aucun doute une importance particulière et mérite un soutien international en conséquence, notamment vu le coût social important de toute conversion de forêt. De nombreux obstacles politiques devront cependant être surmontés avant que la durabilité soit possible.

REMERCIEMENTS

Les avis exprimés dans ce rapport sont entièrement ceux de l'auteur, qui tient à remercier particulièrement MM. Paul Martins et Dagoberto Irias employés au projet PDBL. L'Overseas Development Administration du Royaume-Uni a financé la période de recherche sur le terrain.

REFERENCES

PDBL, (1990), 'Composante Política de Desarrollo y Plan de Acción', Tercera Misión del Proyecto de Desarrollo del Bosque Latifoliado, La Ceiba, Honduras.

Richards, E M, (1992), *The Forest Ejidos of South-East Mexico: a Case Study of Participatory Natural Forest Management*, Overseas Development Institute Network Paper 13c, Londres.

Stocks, A and Hartschorn, G, (1992), 'The Palcazu Project: Forest Management and Native Yanesha Communities', *Journal of Sustainable Forestry*, 1 (1).

USAID, (1990), 'Honduras Natural Resource Policy Inventory', Agricultural Policy Analysis Phase 2, Washington DC, Etats-Unis..

Utting, P, (1993), *Trees, People and Power*, Earthscan Publications, Londres.

³ La création d'une institution de soutien indépendante pour les **ejidos** forestiers dans le sud-est du Mexique fournit un excellent modèle à cet égard (voir Richards, 1992).
